



EVALUATION DU PROGRAMME NATIONAL NUTRITION SANTE 2011-2015 ET DU PLAN OBESITE 2010-2013

Charles de BATZ – Félix FAUCON – Dominique VOYNET

Le programme national nutrition santé (PNNS), initialement conçu en 2001, a peu évolué au fil du temps et ses limites sont aujourd'hui manifestes.

En privilégiant le consensus, il a laissé le champ libre aux stratégies de l'agro-alimentaire et s'est privé de outils d'une efficacité démontrée. Il est contesté sur son propre terrain par d'autres plans. Il est peu lisible, avec trop d'actions ayant un impact sanitaire marginal. Les actions qui contribuent à la réduction des inégalités sociales de santé restent trop rares.

La dynamique interministérielle est insuffisante : le comité de pilotage n'a plus d'existence formelle ; le réseau des « Villes actives » du PNNS est en dormance ; des actions de communication, d'études ou de recherche sont financées dont la justification est discutable.

L'animation du PNNS en région est confiée aux agences régionales de santé qui n'ont pas les moyens de coordonner efficacement les différentes administrations.

Au total, l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire reste un enjeu, tandis que les acteurs de terrain s'épuisent et que le surpoids et l'obésité continuent à se développer.

Le plan obésité a renforcé la prise en charge de l'obésité morbide. Les équipes sont en place. Un nouveau plan n'est pas justifié, sous réserve d'une clarification des conditions du recours à la chirurgie bariatrique et de la mise en place de réseaux de soins.

Le prochain PNNS devra bénéficier d'une forte légitimité interministérielle et de financements à la hauteur des économies attendues à moyen terme. Il devra redevenir un programme grand public de promotion de la santé, concentré sur quelques messages clairs et sur quelques populations cibles (enfants et jeunes, populations précaires, personnes âgées isolées) ; donner une priorité effective à la réduction des inégalités sociales de santé ; prendre en compte les apports des sciences sociales et le savoir-faire des acteurs locaux.

« Bien manger » n'est pas seulement une question de responsabilité individuelle ; la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire devra mobiliser l'ensemble des ressources disponibles : fiscalité, réglementation, en particulier de la publicité relative aux produits alimentaires.

